

A LA CAISSE

16 octobre 2026

Quand Pékin fait payer ses milliardaires : la "prospérité commune", aveu de faillite des collectivités locales

En ciblant les grandes fortunes et leurs trusts offshore au nom de la « prospérité commune », Pékin cherche à la fois à afficher sa ligne idéologique et à répondre aux tensions financières du pays. Cette offensive révèle aussi les contradictions du modèle chinois, entre contrôle politique, confiance fragile des entrepreneurs privés et ambitions technologiques.

Jean-François Di Meglio

Ce qu'il faut en retenir :

- Pékin cible les fortunes détenues via des trusts offshore, dans une offensive qui peut être perçue comme un moyen de renflouer les finances publiques et d'afficher la distance du Parti communiste chinois avec les grandes fortunes et les milliardaires.

- La taxation des grandes fortunes ne suffira pas à combler les besoins du système bancaire local, déjà profondément restructuré.
- La « prospérité commune » reste un pilier idéologique, mais sert aussi à répondre aux contraintes budgétaires et aux attentes d'une population habituée à la hausse du niveau de vie.
- La pression politique entretient la méfiance des entrepreneurs, tandis que l'IA chinoise continue de bénéficier de financements publics, au service de l'autonomie stratégique du pays.

Atlantico : Pékin a récemment fixé un cadre fiscal pour les trusts offshore de ses ressortissants fortunés. Que se passe-t-il exactement et comment expliquez-vous l'ampleur et la brutalité de cette offensive ?

Jean-François di Meglio : C'est une nouvelle manifestation des "vagues" de purge permettant au Parti à la fois de puiser dans des poches profondes et de rappeler qu'il n'est pas du côté des (très) riches. C'est naturellement un revirement ostentatoire par rapport à la phrase supposée historique de Deng Xiaoping sur l'enrichissement, et cela en dit long sur les orientations profondes affichées par le système Xi.

Faute d'avoir encore identifié l'accaparement personnel ou familial du côté du dirigeant actuel, contrairement à ce qui a pu être mise en évidence pour la plupart de ses prédécesseurs après Deng, on peut certes donner le bénéfice du doute à l'équipe actuelle.

Il n'en reste pas moins que le principe même des trusts offshore est qu'ils sont difficiles à "fiscaliser", sauf à exercer des mesures d'intimidation à leurs détenteurs résidents, et que, par ailleurs, nous avons là la preuve de l'incapacité du système en place à réduire les écarts de richesse de façon drastique. Il est vrai que les mandats de Xi ont rapproché les revenus ruraux de ceux des villes (mais l'écart demeure important), mais la croissance chinoise a régulièrement fait émerger des "super-riches". Moins mis en évidence (et sans doute plus impopulaires désormais au "sommet" que leurs prédécesseurs l'étaient auprès de "la base") ils ont bel et bien proliféré, à la faveur de l'émergence de secteurs-fers de lance, où la transparence ne règne pas.

Peut-on lire cette chasse aux fortunes comme le symptôme d'une crise des finances locales chinoises ?

Naturellement, il faut boucher des trous, mais l'ampleur des mesures à prendre pour renflouer le système bancaire, qui a été considérablement dégraissé déjà (pratiquement deux tiers des banques "locales" ont disparu) n'a rien à voir avec ce qui pourra être généré en

taxant les "grandes fortunes" et en faisant la chasse à l'évasion fiscale et aux grandes fortunes délocalisées.

Le slogan de la "prospérité commune" relève-t-il encore d'un projet idéologique de Xi Jinping ou sert-il désormais d'habillage politique à une nécessité budgétaire ?

Il est fondamental et sert de relais désormais à la promesse, impossible à tenir à l'avenir, de continuer à tirer vers le hautla même vitesse que dans le passé, des populations aussi nombreuses que celles que les "quarante glorieuses" chinoises avait "extraites de la pauvreté, résultat proclamé haut et fort par le régime.

La nécessité budgétaire est bien là, mais la réalité percute l'ambition d'une Chine numéro un mondial en termes de PIB, ce qui nécessite de remplacer un slogan par un autre : idéologie ou pas, le système doit se maintenir et change de communication pour étouffer les récriminations

Quelles conséquences cette offensive risque-t-elle d'avoir sur la confiance des entrepreneurs privés, l'investissement et les sorties de capitaux vers Hong Kong, Singapour ou ailleurs ?

Les entrepreneurs chinois sont pleins de ressources, et y ont recours, tant qu'ils prennent soin de ne pas "sortir la tête du parapet".
Ceux qui sont tombés sont ceux qui ont été trop visibles. La confiance n'est pas, en général, une denrée qui se trouve en abondance en Chine. Il s'agit plutôt de loyauté imposée, quand le système fonctionne, ou, au mieux, d'espoir que "ça doure", comme disait Laetitia Ramolino.

Pékin peut-il à la fois financer ses ambitions stratégiques, notamment dans l'intelligence artificielle, et assécher les ressources de son secteur privé ?

L'intelligence artificielle chinoise est sans conteste plus frugale que ses concurrentes américaines en particulier. Mais elle est aussi, directement ou indirectement, financée par de l'argent public, distribué grâce à la capacité monétaire intacte que conserve le système financier chinois. Etre incapable de juguler la date est une chose, brimer l'élan national de construction d'une autonomie stratégique en matière d'IA est autre chose. L'explosion de l'intelligence artificielle chinoise posera sans doute d'autres problèmes (environnementaux, énergétiques) sans qu'il soit impossible de les voir résolus, avant que les mesures sur les "trusts" et autres poches de richesse légitimes ou pas n'atteignent l'élan planifié.

A PROPOS DES AUTEURS



Jean-François Di Meglio

Jean-François Di Meglio est président du Conseil d'orientation d'Asia Centre. Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'Université de Pékin, il enseigne par ailleurs à l'IEP Lyon, à l'Ecole Centrale Paris, à HEC ParisTech, à l'École des Mines Paris Tech et à Lille I.